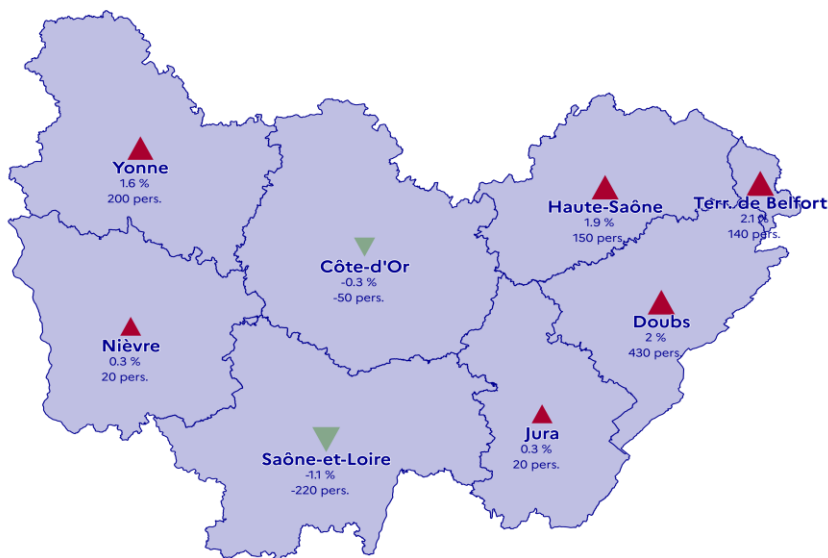


MARCHÉ DU TRAVAIL, ÉCONOMIE ET SOLIDARITÉS DÉPARTEMENT DE LA NIÈVRE

ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI (CAT. A) AU 1^{ER} TRIMESTRE 2024 (EN % ET EN NOMBRE)



France métropolitaine : Evolution DEFM Cat. A :
- 0,1 % par rapport au 4^{ème} trimestre 2023

Source : France Travail-Dares, STMT

Au quatrième trimestre 2023

L'emploi salarié (privé et public) diminue dans la Nièvre par rapport au 3^e trimestre 2023. Hors intérim, l'agriculture gagne quelques emplois et l'industrie renforce ses effectifs permanents. Après plusieurs trimestres de repli, le secteur de la construction consolide ses effectifs. L'emploi dans les services non marchands, plus gros employeur du département, est en légère augmentation. A l'inverse, l'emploi chute dans les services marchands, pénalisé par une moins bonne tenue de l'activité des services orientés vers les entreprises. Sur un an, l'emploi salarié recule alors qu'il reste stable au niveau régional. L'intérim diminue fortement, notamment dans les services et l'industrie. Le dispositif d'activité partielle a davantage été mobilisé par rapport au 3^e trimestre 2023 mais demeure à un niveau faible. Le nombre de foyers bénéficiaires du RSA (5 600) est moins élevé qu'il y a un an (-0,8 %), une baisse annuelle inférieure à celle enregistrée dans la région (-3 %).

Au premier trimestre 2024

Le volume d'heures autorisées pour recourir à l'activité partielle diminue. Les défaillances d'entreprises sont moins nombreuses comparativement au niveau constaté durant le 1^{er} trimestre 2023 et le nombre d'emplois menacés par ces procédures est moins élevé. La demande d'emploi de catégorie A continue d'augmenter : +0,3 % après +1,1 % et +0,6 % (respectivement 4^e et 3^e trimestre 2023). Elle demeure cependant inférieure à son niveau d'il y a un an (-0,8 %). Le nombre de demandeurs d'emploi exerçant une activité réduite croît fortement (catégories BC). Au total, la demande d'emploi toutes catégories confondues augmente. La dégradation de la situation du marché du travail concerne principalement les 50 ans ou plus : le nombre d'inscrits en catégorie A augmente de 1,5 % (+0,3 % catégories ABC). En même temps, le nombre d'inscrits de moins de 25 ans diminue de 1,9 %.

CHIFFRES CLÉS

DEMANDEURS D'EMPLOI EN FIN DE MOIS (DONNÉES CVS)

Cat. A : **6 610** (+ 0,3 % sur un trim.)
Cat. B, C : **5 550** (+ 1,1 % sur un trim.)
Cat. A, B, C : **12 160** (+ 0,7 % sur un trim.)

TAUX DE CHÔMAGE (DONNÉES CVS)

6,8 % au 4^{ème} trimestre 2023
+ 0,0 pt par rapport au 3^{ème} Trim. 2023
(France métropolitaine : 7,3 % ; + 0,1 pt)

EMPLOI SALARIÉ

64 480 au 4^{ème} trimestre 2023
- 0,4 % par rapport au 3^{ème} Trim. 2023

RECOURS À L'INTÉRIM

1 610 intérimaires au 4^{ème} trimestre 2023
- 3,6 % par rapport au 3^{ème} Trim. 2023

Directeur de la publication : Simon-Pierre Eury

Conception et réalisation : Service Études Statistiques Évaluation (SESE)

Direction Régionale de l'Économie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DREETS)

de Bourgogne-Franche-Comté - 5 place Jean Cornet - 25041 Besançon Cedex

www.bourgogne-franche-comte.dreets.gouv.fr

Pour toute demande d'information : dreets-bfc.statistiques@dreets.gouv.fr

1^{er} Trimestre 2024

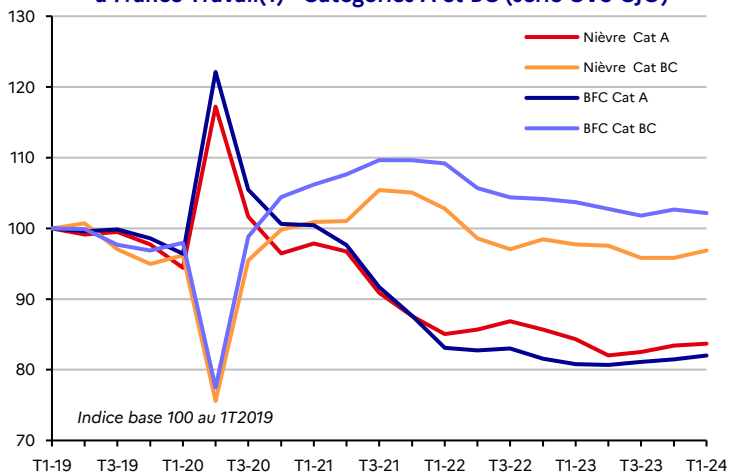
La demande d'emploi

Les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois				
	T1 2024	Var. (en %) sur		
		1 trim.	1 an	
Nièvre :				
<i>Données CVS-CJO</i>				
Catégorie A	6 610	+0,3	-0,8	
Catégories B, C	5 550	+1,1	-0,9	
Catégories A, B, C	12 160	+0,7	-0,8	
Bourgogne-Franche-Comté :				
<i>Données CVS-CJO</i>				
Catégorie A	101 220	+0,7	+1,6	
Catégories B, C	94 870	-0,5	-1,5	
Catégories A, B, C	196 080	+0,1	+0,1	

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

Evolution des demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à France Travail(1) - Catégories A et BC (série CVS-CJO)



Données CVS-CJO	Nièvre			BFC	
	T1 2024	Var. (en %) sur 1 trim.	Var. (en %) sur 1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	Var. (en %) sur 1 an
Catégorie A					
Hommes	3 580	+0,6	+0,8	+1,2	+3,0
< 25 ans	570	0,0	0,0	+1,8	+5,5
25 - 49 ans	1 930	0,0	+0,5	+1,2	+3,7
50 ans et plus	1 080	+1,9	+1,9	+0,9	+0,3
Femmes	3 030	0,0	-2,6	+0,1	0,0
< 25 ans	450	0,0	-4,3	+0,1	+3,8
25 - 49 ans	1 660	0,0	-0,6	+0,1	+0,5
50 ans et plus	930	+1,1	-4,1	+0,1	-2,8
Total	6 610	+0,3	-0,8	+0,7	+1,6
< 25 ans	1 010	-1,9	-2,9	+1,0	+4,7
25 - 49 ans	3 590	+0,3	0,0	+0,7	+2,2
50 ans et plus	2 010	+1,5	-1,0	+0,5	-1,2

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

Données CVS-CJO	Nièvre			BFC	
	T1 2024	Var. (en %) sur 1 trim.	Var. (en %) sur 1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	Var. (en %) sur 1 an
Catégories A, B, C					
Hommes	6 070	+1,0	+0,3	+0,6	+1,3
< 25 ans	910	0,0	-1,1	+0,3	+2,7
25 - 49 ans	3 400	+1,2	0,0	+0,7	+1,3
50 ans et plus	1 750	+0,6	+1,2	+0,5	+0,7
Femmes	6 090	+0,3	-1,9	-0,3	-1,1
< 25 ans	790	0,0	-4,8	-0,2	+1,1
25 - 49 ans	3 410	+0,6	-0,3	-0,4	-1,5
50 ans et plus	1 890	0,0	-3,1	-0,2	-1,4
Total	12 160	+0,7	-0,8	+0,1	+0,1
< 25 ans	1 700	0,0	-2,9	0,0	+1,9
25 - 49 ans	6 810	+0,9	-0,1	+0,1	-0,1
50 ans et plus	3 650	+0,3	-0,8	+0,2	-0,4

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

(1) L'opérateur France Travail était jusqu'au 31 décembre 2023 l'opérateur Pôle emploi.

Depuis 2018, la publication commune Dares-France Travail est trimestrielle et présente la moyenne sur le trimestre passé du nombre de demandeurs d'emploi inscrits, ainsi que les flux d'entrées et de sorties. La moyenne trimestrielle correspond à la somme des effectifs ou des flux pour les trois mois du trimestre considéré, divisée par trois. En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux.

Les catégories de demandeurs d'emploi :

- **catégorie A** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, sans emploi ;
- **catégorie B** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite courte (de 78 h ou moins sur un mois) ;
- **catégorie C** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite longue (de plus de 78 h sur un mois) ;
- **catégorie D** : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi (en raison d'une formation, d'une maladie...) y compris les demandeurs d'emploi en contrat de sécurisation professionnelle (CSP), sans emploi ;
- **catégorie E** : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi, en emploi (par exemple, bénéficiaires de contrats aidés, créateurs d'entreprise).

Ancienneté d'inscription des demandeurs d'emploi

Données CVS-CJO	Nièvre			BFC	
	T1 2024	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an	1 trim.	1 an
Catégories A, B, C					
Moins de 1 an	6 860	+0,7	+0,3	+0,1	+1,8
DELD :					
1 à 2 ans	2 300	+1,8	+0,4	+1,6	+5,4
2 à 3 ans	1 090	+1,9	+2,8	+0,6	-5,3
3 ans et plus	1 910	-1,5	-7,7	-1,8	-8,3
Total DELD	5 300	+0,4	-2,2	+0,2	-2,0
Part des DELD	43,6%	-0,1 pt	-0,6 pt	0,0 pt	-1,0 pt

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

Les demandeurs d'emploi indemnisés

Données brutes provisoires	T4 2023	Moyenne annuelle 2023 2022	
Assurance chômage	5 600	5 390	5 180
Solidarité - Etat	690	710	830
Autres	190	180	160
Total DE indemnisés	6 470	6 100	6 010
Formation	430	380	430
Part des DE indemnisés* :			
Nièvre :	49,3%		
BFC	48,0%		

Source : France Travail

*Part des DE indemnisés : Total des Demandeurs d'Emploi indemnisés / DEFM de Cat. A, B, C, D, E en données brutes

Avertissement : conformément à la méthodologie utilisée par France Travail pour le calcul des demandeurs d'emploi indemnisés, les dernières données sont des estimations. Elles sont rendues définitives en glissement annuel avec un recul de 6 mois.

Les flux d'entrées à France Travail par motif

Données brutes	Nièvre			BFC	
	T1 2024	Var. annuelle en nbre	en %	en nbre	en %
Catégories A, B, C					
Fin de contrat	205	+13	+6,6	-64	-2,1
Fin de mission d'intérim	68	+5	+7,4	-32	-2,0
Démission	71	+3	+4,4	+28	+2,4
Rupture conventionnelle	75	+4	+6,2	+4	+0,3
Licenc. économique	23	+5	+27,3	+157	+57,5
Autre licenciement	72	-2	-3,2	-72	-5,5
Première entrée ⁽¹⁾	45	-24	-34,8	-80	-10,3
Retour d'inactivité ⁽²⁾	246	+6	+2,5	-187	-5,0
Réinscription rapide ⁽³⁾	248	-12	-4,7	+26	+0,7
Autre motif ⁽⁴⁾	85	-14	-14,4	-13	-0,9
Motif indéterminé	115	+12	+12,0	+41	+2,5
Total	1 252	-5	-0,4	-192	-1,0

(1) Inscription à France Travail d'une personne qui se présente pour la première fois sur le marché du travail, notamment lorsqu'elle vient d'achever ses études ou lorsqu'elle était auparavant inactive.

(2) Recherche d'un emploi après une période d'inactivité, fin de maladie ou de maternité, fin de formation.

(3) Réinscription après une sortie de courte durée (suite à un défaut d'actualisation, une radiation administrative, une période d'inactivité...).

(4) Fin d'activité non salariée, retour en France, recherche d'un autre emploi.

Les flux de sorties à France Travail par motif

Données brutes	Nièvre			BFC	
	T1 2024	Var. annuelle en nbre	en %	en nbre	en %
Catégories A, B, C					
Reprise d'emploi déclaré ⁽¹⁾	183	-23	-11,1	-188	-5,9
Entrée en stage ou formation	133	-57	-30,2	-361	-15,4
Arrêt de recherche**	136	+7	+5,7	-89	-4,2
dont maladie	80	+1	+1,3	-45	-3,5
Cessation d'inscription pour défaut d'actualisation	574	-23	-3,9	-1	0,0
Radiation administrative	151	+1	+0,7	+140	+6,9
Autre cas ⁽²⁾	112	-9	-7,2	+105	+6,7
Total	1 288	-104	-7,5	-394	-1,9

**Maternité, maladie, retraite...

(1) Uniquement celles connues de France Travail.

(2) Déménagement, titre de séjour non valide, absence du lieu de résidence supérieure à 35 jours, etc.

La demande d'emploi par territoire*

* Définition Arrondissements

Les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

Données CVS-CJO Catégorie A	T1 2024	Var. (en %) sur		Part (en %) des			Indicateur de chômage*
		1 Trim.	1 an	Femmes	-25 ans	Seniors	
Château-Chinon	730	-2,7	-6,4	46,6	12,3	38,4	7,3
Cosne	1 350	-1,5	-2,2	47,4	13,3	33,3	8,1
Clamecy	620	-4,6	-4,6	43,6	12,9	33,9	8,1
Nevers	3 910	+2,4	+1,3	45,5	16,9	27,4	8,4
Nièvre	6 610	+0,3	-0,8	45,8	15,3	30,4	8,2

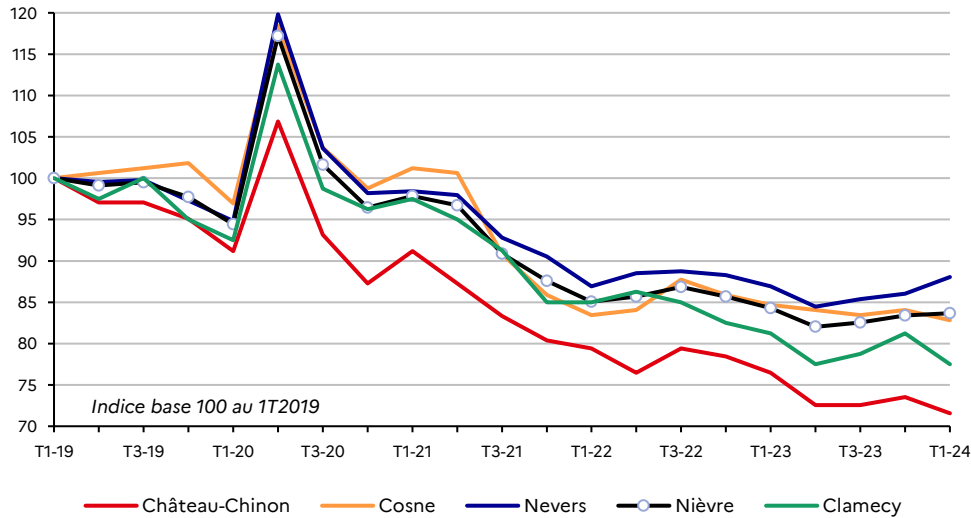
Attention : cet indicateur est calculé pour apprécier l'importance du chômage dans les arrondissements. Sa valeur n'est pas comparable avec le taux de chômage publié par l'INSEE, qui est la référence pour les analyses départementales.

* Indicateur de chômage = DEFM A/Pop. Active 2020

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

Calculs des CVS-CJO infra-départementales : Dreets Bourgogne-Franche-Comté / SESE

Evolution des demandeurs d'emploi de Cat. A par territoire (données CVS-CJO)



Ancienneté d'inscription des demandeurs d'emploi

Données CVS-CJO Catégories A, B, C	T1 2024	Var. (en %) sur		Plus de un an		
		1 Trim.	1 an	T1 2024	Var. (en %) sur	
					1 Trim.	1 an
Château-Chinon	1 410	-0,7	-2,8	700	+1,4	0,0
Cosne	2 600	-0,4	-1,1	1 180	+2,6	-0,8
Clamecy	1 150	+0,9	-0,9	560	+3,7	+1,8
Nevers	7 000	+1,2	-0,3	2 870	-0,7	-3,7
Nièvre	12 160	+0,7	-0,8	5 300	+0,4	-2,2

Les flux d'entrées et de sorties

Entrées en Cat. A, B, C		Sorties en Cat. A, B, C	
Nombre	Evol. (%) Trim.	Nombre	Evol. (%) Trim.
120	0,0	130	0,0
250	-3,8	260	0,0
110	0,0	100	0,0
810	-1,2	800	0,0
1 280	-2,3	1 290	0,0

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

Note méthodologique :

La correction des variations saisonnières et des effets des jours ouvrables (CVS-CJO) permet de rendre les évolutions pertinentes pour l'analyse conjoncturelle. Les coefficients de correction des variations saisonnières et des jours ouvrables sont estimés une fois par an pour la 1ère publication de l'année. Lorsque ces coefficients sont réestimés, les séries CVS-CJO sont révisées sur tout leur historique. La prochaine campagne d'actualisation des coefficients aura lieu en avril 2025.

En 2019, le périmètre géographique des « Territoires » a été révisé faisant suite à l'évolution récente de la géographie administrative des arrondissements, les données ici présentes portent donc sur ce nouveau découpage et ont été recalculées sur tout leur historique.

Les entreprises

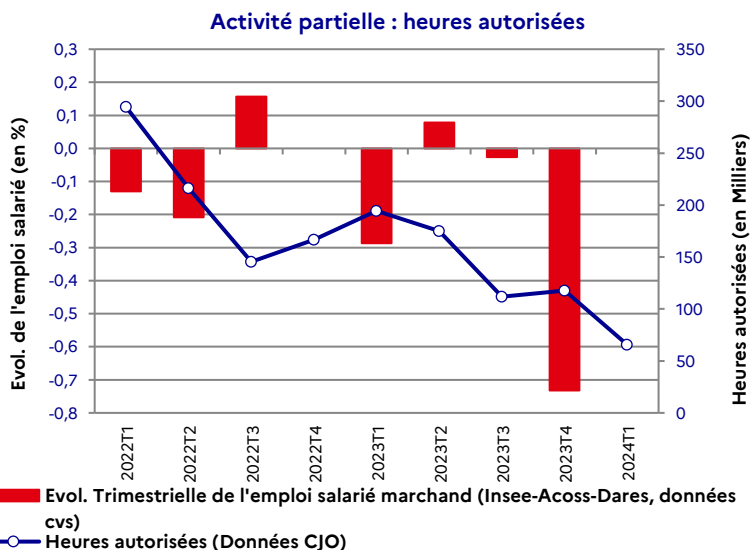
Activité partielle

Données CJO*	Nièvre	
	T4 2023	T1 2024
Heures autorisées		
Nombre de demandes en cours	36	28
Volume d'heures autorisées	117 832	65 576
dont :		
Agriculture	0	0
Industrie	92 716	58 152
Construction	1 872	3 181
Commerce	6 482	416
Services	16 762	3 827
Etablissements autorisés	34	26
dont : étabs de 50 sal. et plus	7	7
Nombre de salariés concernés**	1 072	758
Total heures autorisées 12 mois glissés	598 926	470 073

Source : DARES/Dreets BFC

* corrigées des effets des jours ouvrables

** en moyenne sur le trimestre

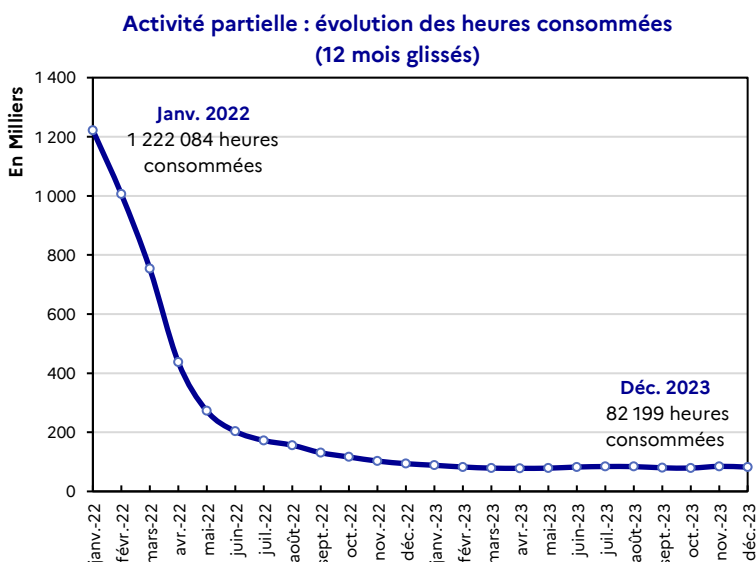


Données brutes	Nièvre	
	T3 2023	T4 2023
Heures consommées		
Nombre d'heures consommées*	10 521	19 775
dont :		
Agriculture	0	0
Industrie	7 755	14 271
Construction	213	140
Commerce	0	4 109
Services	2 553	1 255
Etabs ayant consommé des heures	21	21
dont : étabs de 50 sal. et plus	4	4
Nombre de salariés concernés**	118	168
Total heures consommées 12 mois glissés	79 960	82 199

Source : DARES/Dreets BFC

* un trimestre de recul est nécessaire pour disposer de données de consommation suffisamment consolidées. En raison d'une mise à jour en continu des informations, les données mensuelles sont encore modifiées à la marge après cette date.

** en moyenne sur le trimestre



Avertissement : Les consommations d'activité partielle sont provisoires et susceptibles d'être révisées

Créations d'entreprises

Données brutes	Nièvre	
	T1 2024	Evol./T1 2023
Créations d'entreprises		(en %)
Nombre de créations d'entreprises	553	+12,9
dont :		
Entreprises individuelles	105	+36,4
Micro-entrepreneurs	340	+12,2
Sociétés	108	-1,8
Cumul sur 12 mois glissés	1 937	+3,2
Nombre de créations d'entreprises hors micro-entrepreneurs	213	+13,9
Cumul sur 12 mois glissés	717	-1,9

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Source : INSEE-REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

Avertissement :

Depuis la publication de janvier 2022, les créations d'entreprises sont calculées selon un dispositif renouvelé. Il en résulte un relèvement, en niveau, de l'historique des créations d'entreprises.

Pour en savoir plus : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/6327330#documentation>.

Défaillances d'entreprises

Données brutes	Nièvre	
	T1 2024	Evol./T1 2023
Ouvertures de procédures		(en %)
Nombre d'ouvertures de procédures	33	-17,5
dont :		
Sauvegardes	s	s
Redressements judiciaires	15	+25,0
Liquidations judiciaires directes	18	-35,7
Nombre d'emplois menacés	136	-28,8
dont :		
Agriculture	s	s
Industrie	45	-42,3
Construction	12	-55,6
Commerce	7	-53,3
Services	70	+6,1
Total des ouvertures sur 12 mois glissés	127	+0,8

Source : Société ALTARES-BODACC/Traitement Dreets BFC-SESE

s : secret statistique

L'emploi salarié

Effectifs salariés par secteur d'activité

Avertissement :

Les estimations trimestrielles d'emploi sont révisées sur le passé car elles bénéficient de plusieurs changements méthodologiques. Les alternants sont désormais inclus explicitement dans les statistiques d'emploi salarié. Pour en savoir plus :

https://www.insee.fr/fr/statistiques/documentation/Emploi_note_methodo_mai_2022.pdf

Nièvre 4 ^{ème} trimestre 2023 (Données CVS)	Emploi hors intérim					Emploi y compris intérim (1)				
	Nombre de salariés	Evolution				Nombre de salariés	Evolution			
		Trimestrielle		Annuelle			Trimestrielle		Annuelle	
	en nbre	en %	en nbre	en %	en nbre	en %	en nbre	en %		
Agriculture	1 240	+20	+1,3	-10	-0,7	1 240	0	-0,3	-20	-1,9
Industrie	8 590	+60	+0,7	-60	-0,7	9 450	+40	+0,4	-80	-0,9
Industrie agro-alimentaire	1 060	+10	+0,8	0	+0,3	1 170	+30	+2,8	+20	+1,5
Industries extractives, énergie, eau, déchets	810	0	-0,3	-30	-4,1	850	-10	-0,6	-30	-3,7
Equipements élec. électron. info., autres machines	830	+20	+2,4	-20	-2,6	880	+20	+2,1	-40	-4,5
Matériels de transport	920	+10	+1,6	+10	+1,3	1 060	+20	+1,5	+20	+1,9
Autres (bois, métallurgie, plasturgie, pharmacie, ...)	4 970	+20	+0,4	-20	-0,4	5 490	-20	-0,4	-40	-0,8
Construction	3 190	+10	+0,4	-30	-1,1	3 340	0	-0,0	-80	-2,3
Commerce ; réparation auto.	8 300	-50	-0,6	-30	-0,4	8 590	-90	-1,0	-80	-0,9
Services marchands	14 850	-240	-1,6	-70	-0,4	15 250	-230	-1,5	-100	-0,6
Transports et entreposage	3 930	-10	-0,3	+20	+0,4	4 070	-10	-0,2	+40	+1,0
Hébergement et restauration	2 100	-10	-0,7	+60	+2,8	2 120	-10	-0,6	+50	+2,4
Information et communication	310	-10	-1,6	-10	-4,0	320	-10	-1,6	-10	-3,6
Services financiers	1 220	-30	-2,8	+20	+1,8	1 220	-30	-2,4	+30	+2,1
Services immobiliers	440	-20	-4,5	-40	-7,9	440	-20	-4,4	-30	-7,0
Services aux entreprises	3 370	-150	-4,2	-150	-4,3	3 580	-160	-4,3	-210	-5,6
Services aux ménages	3 470	0	-0,0	+40	+1,1	3 490	0	+0,1	+40	+1,3
Services non marchands	26 520	+50	+0,2	+360	+1,4	26 610	+60	+0,2	+350	+1,3
Ensemble	62 690	-140	-0,2	+150	+0,2	64 480	-230	-0,4	-10	-0,0

Champ : emploi salarié total (marchand et non marchand)

Source emploi : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee - Source Intérim : Dares, déclaration sociale nominative (DSN)

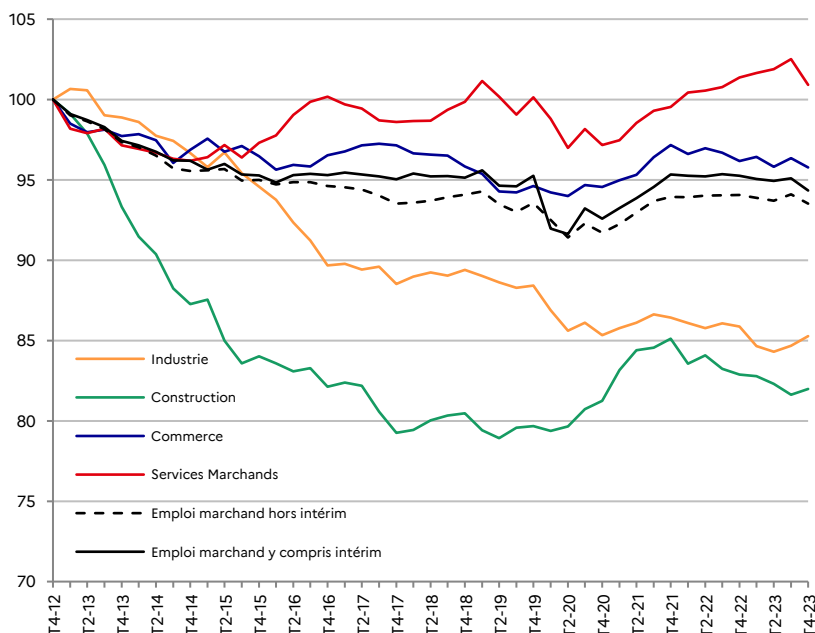
Traitement : Drets BFC- SESE

(1) Il s'agit des effectifs intérimaires employés par les agences de travail temporaire du département qui sont affectés dans le secteur dans lequel ils effectuent leur mission. Cette mission peut être réalisée en dehors ou non du périmètre départemental. Cette définition permet notamment de faire le lien avec l'évolution du chômage.

Evolution de l'emploi salarié marchand (hors agriculture)

• dans les secteurs d'activité du département

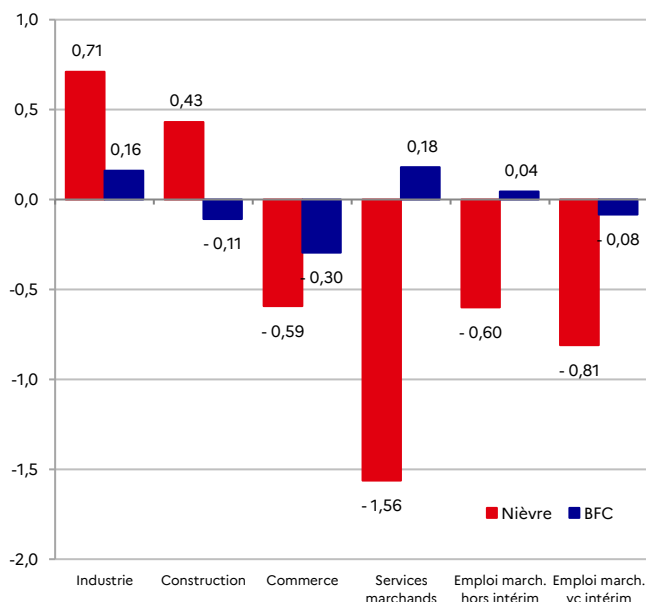
(base 100 au 31/12/2012)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

• dans le département et au niveau régional

(entre le 3^{ème} trim. et le 4^{ème} trim. 2023, en %)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

Le recours à l'intérim

Le travail intérimaire par secteur d'activité utilisateur

Nièvre 4 ^{ème} trimestre 2023 (Données CVS)	Intérimaires en fin de trimestre ⁽¹⁾			Recours à l'intérim ⁽²⁾		Equivalent temps plein en moyenne sur le trimestre ⁽³⁾			Durée moyenne des missions ⁽⁴⁾	
	Nombre	Evolution		Taux (en %)	Evol. annuelle (en points)	Nombre	Evolution		au cours du trimestre (en semaines)	Evolution sur 1 an (en pt)
		Trim. (en %)	Annuelle (en %)				Trim. (en %)	Annuelle (en %)		
Agriculture	10	-55,5	-47,8	0,6	-0,5	10	0,0	0,0	1,8	-0,2
Industrie	860	-3,1	+1,1	9,1	+0,2	880	-3,3	+2,3	2,9	+0,1
Construction	130	+0,7	-21,6	4,0	-1,0	130	0,0	-18,8	2,6	-0,6
Commerce	120	-0,9	-15,3	1,5	-0,3	130	0,0	-13,3	1,7	0,0
Services	490	-4,5	-8,2	3,2	-0,3	530	-3,6	-3,6	1,1	+0,1
Ensemble	1 610	-3,6	-5,8	4,3	-0,2	1 680	-2,9	-2,9	1,9	0,0

Note : Il s'agit des effectifs intérimaires présents dans les établissements utilisateurs du département, qu'ils résident ou non dans le département. Cette définition permet d'appréhender l'intérim comme un indicateur avancé de la situation économique des établissements du département et des grands secteurs d'activités.

(1) moyenne du nombre de contrat en cours pendant cinq jours ouvrés en fin de trimestre. L'effectif intérimaire est corrigé de la multi-activité.

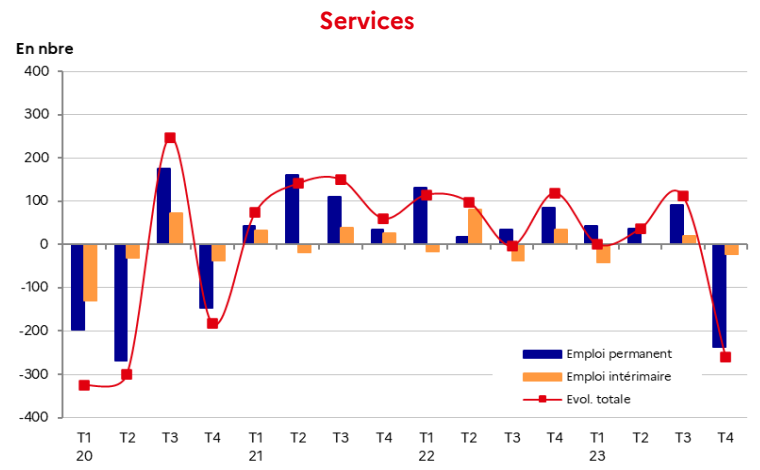
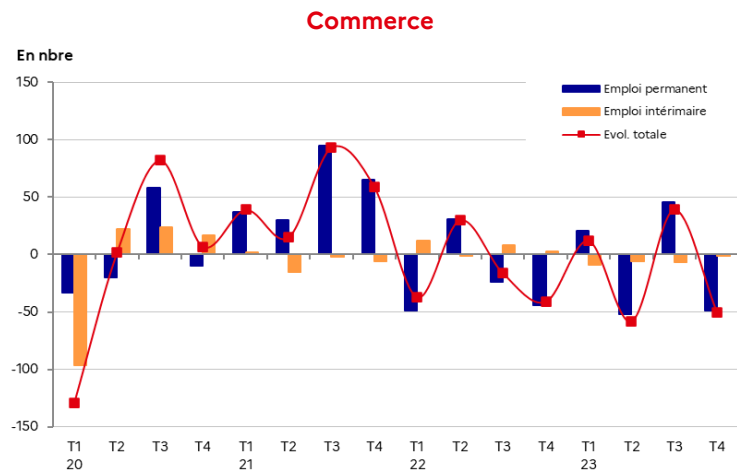
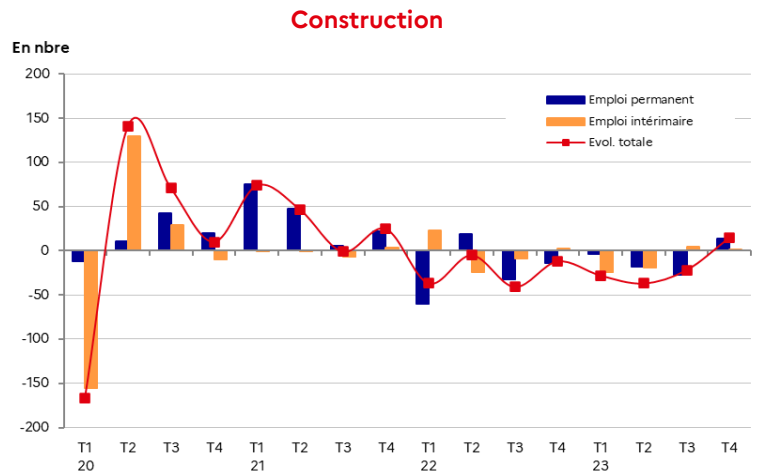
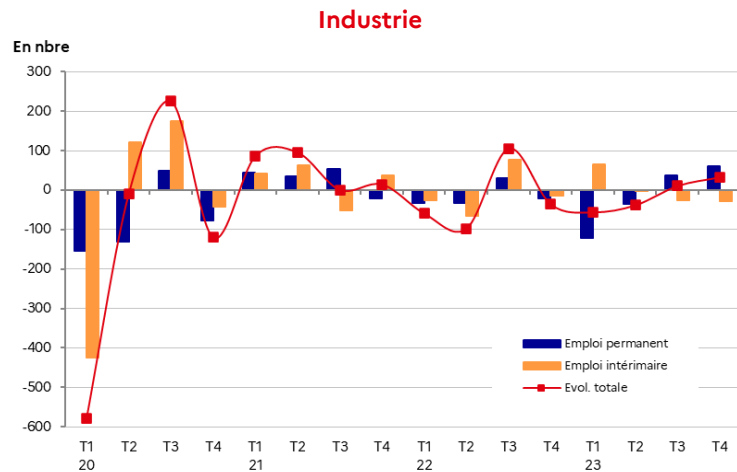
(2) le taux de recours à l'intérim désigne le rapport des intérimaires à l'emploi salarié (Source : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee) y compris intérim, en fin de trimestre.

(3) l'équivalent temps plein mesure un volume de travail en intérim en rapportant le nombre de semaines travaillées par les intérimaires au nombre de semaines ouvrées d'un trimestre. Il s'agit d'une moyenne sur le trimestre, contrairement au nombre d'intérimaires qui est en fin de trimestre.

(4) moyenne de la durée des missions dont la date de fin appartient au trimestre.

Sources : Dares, déclaration sociale nominative (DSN) et fichiers France Travail des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Evolution de l'emploi salarié et de l'intérim par secteur d'activité



Note : Ces graphiques représentent

- l'évolution de l'emploi salarié marchand (en nombre) --> courbe rouge
- et sa décomposition entre emploi permanent (hors intérim, bâton en bleu) et intérim mesuré à l'établissement utilisateur (bâton en orange)

Sources : Acooss-Urssaf/Dares, déclarations sociales nominatives (DSN) et fichiers de France Travail des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Les Mouvements de Main-d'Œuvre

Nièvre		Industrie	Construction	Commerce	Services	Ensemble
4^{ème} trimestre 2023						
Embauches		409	245	1 175	7 898	9 727
Répartition en %		4,2	2,5	12,1	81,2	100,0
dont en % :						
	CDD	50,4	53,9	71,9	88,4	83,9
	< 25 ans	35,9	35,9	50,2	21,7	26,1
	25 - 49 ans	45,7	50,2	31,6	52,1	49,3
	50 - 54 ans	6,8	5,7	5,0	8,6	8,0
	55 ans ou plus	11,5	8,2	13,2	17,6	16,6
	Femmes	32,3	12,2	60,9	64,1	61,1
Sorties		468	341	1 351	8 553	10 713
Répartition en %		4,8	3,5	13,9	87,9	100,0
dont en % :						
	Fins de CDD	40,2	28,2	55,4	83,7	76,4
	dont CDD < 1 mois	30,9	24,0	68,3	86,5	82,8
	Demissions	16,5	25,8	16,0	6,6	8,8
	Licenciements économiques	3,2	3,2	4,4	0,9	1,5
	Licenc. non économiques	12,8	16,4	7,9	2,7	4,2
	Retraite	7,3	2,3	2,4	1,1	1,6
	Ruptures Conventionnelles	5,1	7,9	2,7	1,3	1,8
	< 25 ans	29,5	28,7	40,5	20,3	23,5
	25 - 49 ans	39,1	53,4	37,2	52,2	49,7
	50 - 54 ans	7,7	6,7	7,0	8,6	8,3
	55 ans ou plus	23,7	11,1	15,4	19,0	18,5
	Femmes	32,5	7,9	56,1	64,3	60,1

Les mouvements de main-d'œuvre (MMO) recensent l'ensemble des embauches et des fins de contrats de travail au niveau des établissements. Ils permettent de mesurer les entrées et les sorties selon le type de contrat, la durée des contrats et les motifs de sorties.

La source : les déclarations sociales nominatives (DSN)

Le champ : établissements employeurs (1 salarié et plus) du champ privé hors agriculture, hors contrats intérimaires et hors particuliers employeurs

Précautions d'utilisation

L'écart entre les entrées et les sorties mesurées chaque trimestre via les mouvements de main-d'œuvre ne correspond pas à la variation trimestrielle issue des estimations d'emploi produites par l'Insee, en collaboration avec l'Acoss et la Dares (cf. rubrique "emploi salarié" de cette publication).

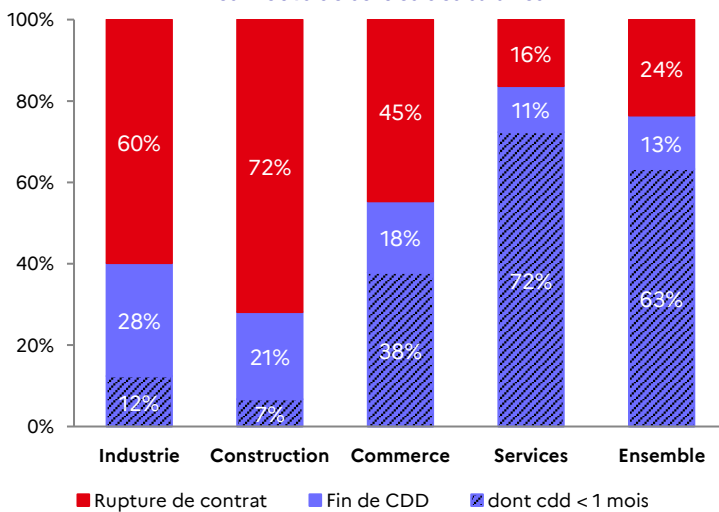
Pour en savoir plus :

<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/donnees/les-mouvements-de-main-doeuvre>

Source : Dares, MMO

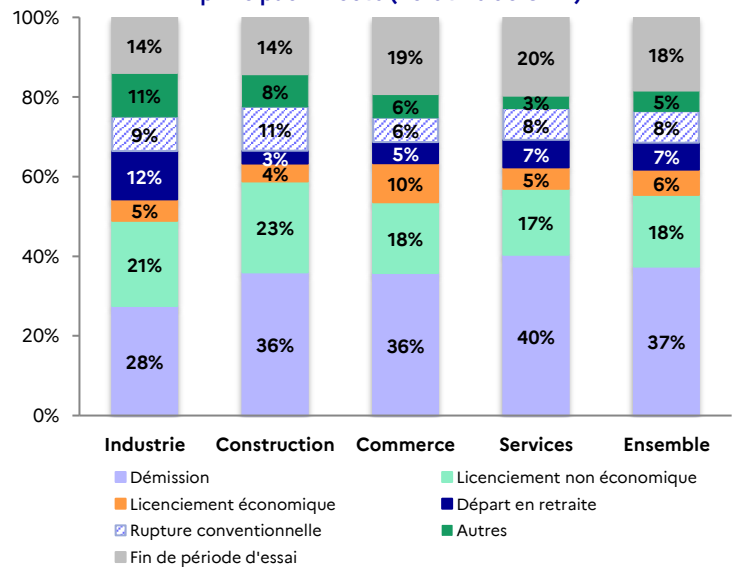
Lecture : Au 4^{ème} trimestre 2023 parmi les embauches dans l'industrie 50,4 % sont des CDD. Les licenciements économiques représentent 3,2 % des sorties des salariés de l'industrie contre 1,5 % tous secteurs confondus

Les motifs de sorties des salariés



Lecture : dans le commerce, 38 % des sorties sont des CDD de moins d'un mois arrivés à terme.

Les ruptures de contrats de travail selon les principaux motifs (hors fins de CDD)



Lecture : dans l'industrie, 28 % des contrats ont pris fin suite à une démission.

Nièvre		< 25 ans	25 - 49 ans	50 - 54 ans	55 ans ou plus	Femmes	Femmes de - de 25 ans
4^{ème} trimestre 2023							
Actifs en emploi (en %)		9,7	57,2	14,2	19,0	53,7	30,0
Embauches		2 539	4 793	781	1 614	5 941	1 548
dont en % :							
	CDD	81,8	83,0	81,0	91,3	87,7	85,8
Sorties		2 518	5 328	886	1 981	6 436	1 511
dont en % :							
	Fins de CDD	75,3	76,7	74,9	77,7	81,6	81,4
	dont CDD < 1 mois	76,2	83,9	85,1	87,1	85,4	81,7
	Demissions	8,6	10,4	8,8	4,9	7,0	6,7
	Licenciements économiques	0,3	1,8	3,3	1,5	1,4	0,1
	Licenc. non économiques	6,0	4,0	5,4	2,2	3,2	3,8
	Retraite	0,0	0,0	0,1	8,6	1,3	0,0
	Ruptures Conventionnelles	1,2	2,5	2,4	0,9	1,3	0,6

Lecture : parmi les personnes 55 ans ou plus nouvellement embauchées, 91,3 % ont signé un CDD.

Source : Dares, MMO ; Insee-RP 2020, actifs en emploi de 15 ans ou plus (hors agriculture)

L'emploi frontalier

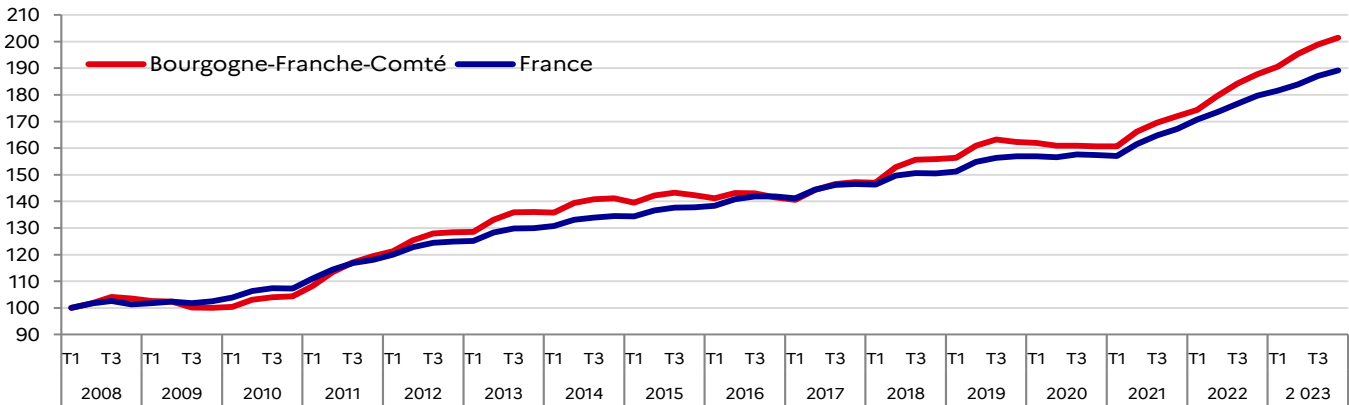
Nombre de travailleurs frontaliers dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

4 ^{ème} trimestre 2023	Actifs occupés RP 2020	Emploi salarié (y compris intérim)					Travailleurs frontaliers (vers la Suisse)				
		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle	
					en nbre	en %				en nbre	en %
Côte d'Or	249 510	222 550	22,3	+0,4	+2 000	+0,9	236	0,5	+4,9	+43	+22,3
Doubs	253 357	201 320	20,2	+0,3	+1 170	+0,6	33 625	70,8	+1,3	+2 083	+6,6
Jura	116 657	87 940	8,8	-0,0	+230	+0,3	7 876	16,6	+1,1	+559	+7,6
Nièvre	80 740	64 480	6,5	-0,4	-10	-0,0	21	0,0	+10,5	+6	+40,0
Haute-Saône	104 863	69 430	7,0	+0,0	-520	-0,7	756	1,6	+2,9	+91	+13,7
Saône-et-Loire	238 970	191 680	19,2	-0,2	-1 000	-0,5	233	0,5	-1,3	+25	+12,0
Yonne	145 687	109 800	11,0	-0,1	-480	-0,4	30	0,1	+15,4	+4	+15,4
Territoire de Belfort	64 451	49 880	5,0	+0,4	-110	-0,2	4 699	9,9	+1,4	+387	+9,0
BFC	1 254 237	997 090	100,0	+0,1	+1 280	+0,1	47 476	100,0	+1,3	+3 198	+7,2

Sources : INSEE - RP 2020; Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee (données CVS) ; Office Fédéral de la Statistique

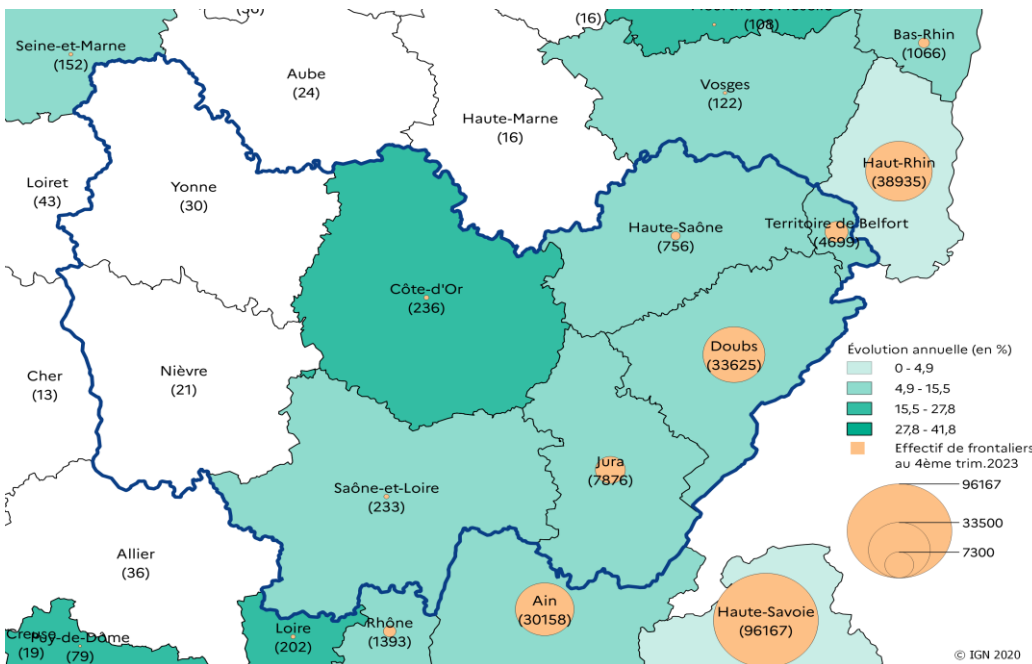
Evolution du nombre de travailleurs frontaliers résident en Bourgogne-Franche-Comté ou en France et travaillant en Suisse

(Indice base 100 au 1er trim. 2008)



Source : OFS

Travailleurs frontaliers (vers la Suisse) en volume et en évolution sur un an



Lecture : L'emploi frontalier vers la Suisse a augmenté de +6,6% dans le Doubs. Ce département comptabilise 33 625 travailleurs frontaliers vers la Suisse.

Champ : Départements pour lesquels l'emploi frontalier vers la Suisse est supérieur à 100 personnes.

Source : Office Fédéral de la Statistique

Les contrats aidés, l'alternance et l'insertion

Les entrées dans les dispositifs

Données provisoires	Nièvre			BFC
	T1 2024	Cumul 2024	Var.(%)/ cumul 23	Var.(%)/ cumul 2023
Contrats aidés (prescriptions) :				
PEC dont :	31	31	-56,9	-45,2
jeunes	12	12	-65,7	-44,8
seniors	7	7	-63,2	-43,5
bénéficiaires RSA	9	9	+12,5	-8,4
DELD	17	17	-50,0	-46,6
TH	7	7	-50,0	-36,8
résidents QPV	s	s	-75,0	-16,2
résidents ZRR	22	22	-56,9	-57,8
éducation nationale	s	s	-75,0	-58,8
CIE Jeunes	20	20	-51,2	-59,0
Mesures d'accompagnement :				
PACEA	183	183	+23,6	+16,6
dt résidents QPV	12	12	0,0	+40,8
CEJ*	319	319	+27,1	+10,4
Aides à l'embauche :				
Emplois Francs**	8	8	ns	-20,3
Alternance :				
Contrat apprentissage (au 4T2023)				
- secteur public	11	69	+27,8	+14,7
- secteur privé	301	1 832	+3,6	+2,3

* Depuis le 01/03/2022, date de début du dispositif.

s : secret statistique

** Données arrêtées à la semaine 13

ns : non significatif

Les entrées dans l'Insertion par l'Activité Economique

Données provisoires	T3 2023	Cumul 2023	Var.(%)/ cumul 2022
Côte d'Or	327	1 138	-7,0
Doubs	416	1 312	-8,1
Jura	232	801	-16,0
Nièvre	209	652	+5,3
Haute-Saône	151	487	-13,3
Saône-et-Loire	357	1 262	-11,8
Yonne	451	1 230	-1,5
Territoire de Belfort	121	358	-19,7
BFC	2 264	7 240	-8,5

Sources des tableaux :

Entrées :

PEC (Parcours Emploi Compétence), CIE Jeunes, Emplois Francs : DGEFP

CEJ (Contrat d'engagement jeune) : DGEFP

PACEA (Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie) : ARML (Agence Régionale des Missions Locales) de

Bourgogne-Franche-Comté, i-milo et DGEFP

Contrat d'apprentissage : DARES-Système d'information sur l'apprentissage (SIA)

IAE : ASP, traitement Dares

Stock :

PEC : DARES

PACEA et CEJ : ARML de Bourgogne-Franche-Comté

IAE : ASP, traitement Dares

Les salariés présents dans les dispositifs

Moyenne trimestrielle Données provisoires	Nièvre		BFC
	T1 2024	Var.(%)/ trim. année précédente	Var.(%)/ trim. année précédente
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :			
PEC	142	-11,6	-13,5
Mesures d'accompagnement :			
PACEA	831	-16,9	-15,1
CEJ*	505	+8,4	+6,2
IAE (au 3T 2023)	654	-4,2	-3,2

▶ De nombreuses mesures existent pour encourager l'emploi à destination des entreprises ou des personnes en difficulté et les dispositifs présentés ici n'en représentent qu'une partie.

Il est d'usage de distinguer :

✓ Les dépenses ciblées en faveur du marché du travail pour assurer le financement des services assurés par les organismes destinés aux chômeurs (France Travail, Missions locales...), la formation professionnelle, les contrats aidés, les mesures à destination des travailleurs handicapés, les aides à la création d'entreprise pour les chômeurs, l'indemnisation du chômage...

✓ Les dépenses générales en faveur de l'emploi qui ne s'adressent pas spécifiquement à des personnes en difficulté sur le marché du travail mais le plus souvent à des entreprises à travers la réduction du coût du travail par des allègements de cotisations sociales ou fiscaux.

Les dépenses sociales à la lisière des politiques d'emploi qui comportent une dimension "d'activation" peuvent compléter ces politiques (RSA, AAH)

En 2021, la dépense pour l'emploi en France a été de 183 milliards (soit 7,3 points de PIB), dont 80 milliards consacrés aux mesures d'allègement/exonération ou d'aide à l'emploi des personnes vulnérables, 61 milliards aux allocations chômage ou d'activité partielle, 24 milliards à la formation professionnelle, 10 milliards à l'incitation à l'activité et 6 milliards pour l'accompagnement des personnes en recherche d'emploi.

[Les dépenses en faveur de l'emploi et du marché du travail | DARES \(travail-emploi.gouv.fr\)](https://travail-emploi.gouv.fr/les-depenses-en-faveur-de-l-emploi-et-du-marche-du-travail)

Les prestations de solidarité et d'insertion

Nombre de foyers allocataires dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

4 ^{ème} trimestre 2023	RSA		Prime d'activité		AAH		ASS (au 3T 2023)	
	Nbre de foyers bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de foyers bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de pers. bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de pers. bénéficiaires*	Evol. annuelle
<i>données brutes provisoires</i>								
Côte d'Or	9 577	-3,6	38 367	-1,0	8 980	+3,5	1 427	-10,3
Doubs	12 350	-1,4	33 477	-1,3	10 557	+1,6	1 533	-15,3
Jura	3 413	-4,0	15 763	-2,8	5 577	+4,2	587	-16,6
Nièvre	5 680	-0,8	14 033	-1,3	6 483	+1,8	710	-10,9
Haute-Saône	3 923	-3,0	15 233	-3,1	5 790	+4,1	890	-10,7
Saône-et-Loire	9 693	-5,7	37 113	-2,4	12 553	+4,1	1 773	-15,0
Yonne	8 663	-2,2	23 280	-3,1	7 887	+1,4	1 123	-10,4
Territoire de Belfort	4 153	-3,5	9 727	-2,0	2 603	+6,5	623	-10,1
BFC	57 453	-3,0	186 993	-2,0	60 430	+3,1	8 667	-12,7

* Moyenne trimestrielle.

- RSA (Revenu de Solidarité Active) et prime d'activité :

Champ : France, tous régimes (Cnaf et MSA). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire pour les données de la Cnaf et sur son lieu de résidence pour les données de la MSA.

- AAH (Allocation aux Adultes Handicapés) :

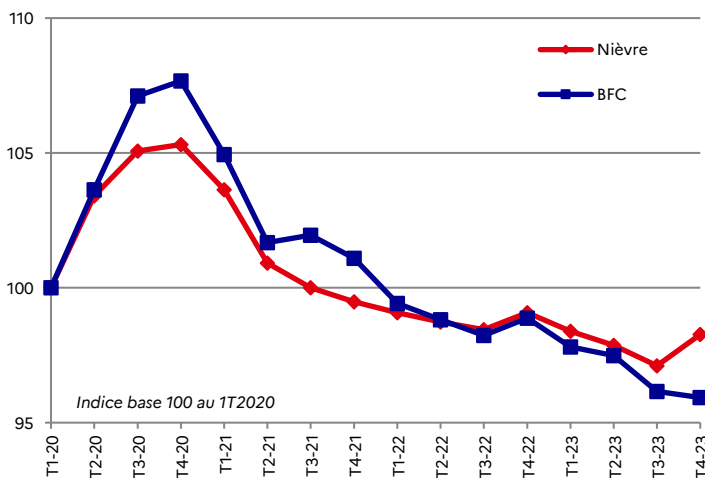
Champ : France, Cnaf (97 % des allocataires de l'AAH relèvent des Caf). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire.

- ASS (Allocation de Solidarité Spécifique) :

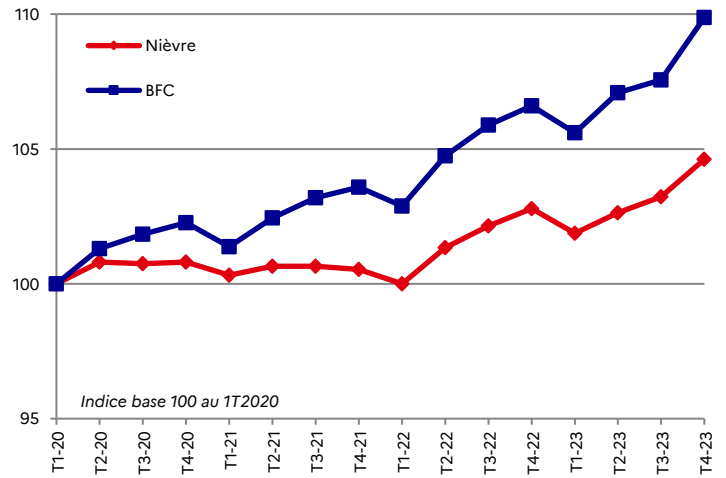
Champ : France. La localisation géographique s'appuie sur le lieu de résidence de l'allocataire.

Sources : Cnaf, Allstat FR6 et FR2, traitements DREES ; MSA ; France Travail, FNA.

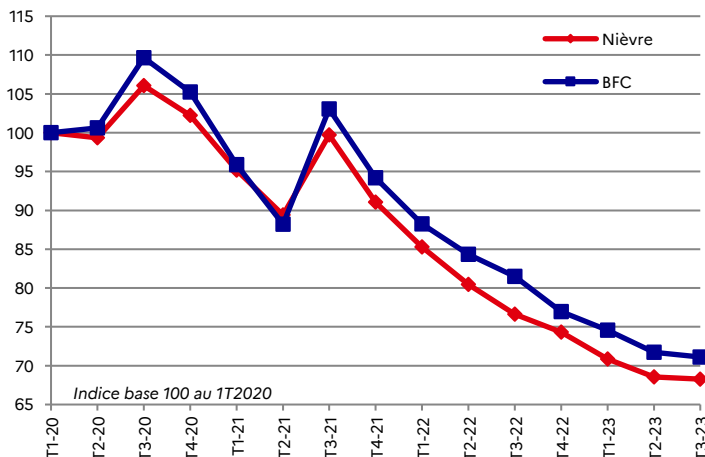
Nombre de foyers bénéficiaires du RSA



Nombre d'allocataires de l'AAH



Nombre d'allocataires de l'ASS



Nombre de foyers bénéficiaires de la prime d'activité

